

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°361 / Mars 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^{ème} TRIMESTRE 2021

Après l'expansion du troisième trimestre, marqué par la fin de la circulation de la Covid-19 sur le Territoire, la conjoncture du quatrième trimestre est en léger repli. L'indice des prix est toujours en hausse, tiré par les prix de l'énergie. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, se stabilise, de même que le crédit. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages (interdictions bancaires, incidents de paiements par chèque, retraits de cartes bancaires) sont en nette amélioration. Les entreprises sont, en revanche, dans une situation plus mitigée : les importations de biens d'équipement et d'investissement sont en baisse, tandis que l'encours des crédits est en hausse. Le secteur du BTP est en très forte expansion, avec des importations de ciment qui ont explosé. En revanche, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie depuis début septembre, le trafic international reste très faible.

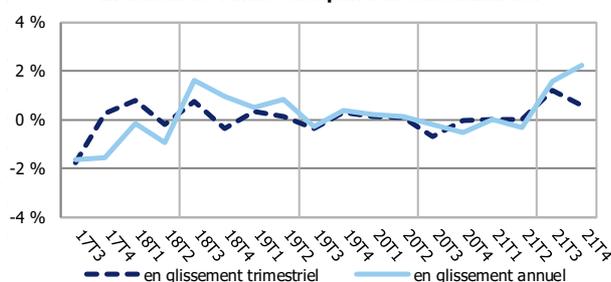
Un quatrième trimestre en léger repli après l'expansion du troisième trimestre

Un indice des prix toujours en hausse

Par rapport au troisième trimestre, l'indice des prix a augmenté au quatrième trimestre (+0,6 %), même si la hausse est plus faible qu'au troisième trimestre (+1,2 %). Tous les prix ont augmenté : +0,6 % pour l'alimentation, +0,8 % pour les produits manufacturés, +0,7 % pour l'énergie et +0,5 % pour les services.

En rythme annuel, l'indice global est également en hausse (+2,2 %), notamment à cause des prix de l'énergie (+16,5 %). En effet, les prix des hydrocarbures ont beaucoup augmenté durant l'année : +20,5 % pour l'essence et +16,8 % pour le gasoil de décembre 2021 à décembre 2020. Les prix de l'alimentation (+2,4 %) et des produits manufacturés (+0,6 %) sont également en hausse. En revanche, les prix des services (-0,3 %) sont en baisse.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

Augmentation de l'emploi déclaré dans le secteur privé, recul dans le secteur public

Selon les données à fin septembre 2021, 2 246 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 221 à fin juin 2021. Ainsi, l'emploi augmente en rythme trimestriel (+1,1 %) mais diminue en rythme annuel (-2,9 %). À fin septembre 2021, on dénombre 1 211 salariés dans le secteur public, en baisse par rapport au trimestre précédent (-1,6 %) et surtout par rapport à l'année précédente (-7,6 %). Le secteur privé compte 1 035 salariés, soit une hausse en rythme trimestriel (+4,5 %) comme en rythme annuel (+3,3 %).

Dans le secteur privé, l'emploi déclaré augmente dans l'ensemble des secteurs, hormis dans celui du commerce (-4,6 %). Les secteurs de l'industrie/artisanat, des services et surtout du BTP sont en hausse par rapport au deuxième trimestre (respectivement +2,0 %, +7,8 % et +33,3 %).

Emploi déclaré localement



Source : CPSWF

Comme les emplois déclarés ont augmenté dans le secteur privé et diminué dans le secteur public, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire diminue pour s'établir à 53,9 % (contre 55,4 % au trimestre précédent).

La consommation des ménages se stabilise

Après leur forte hausse (+36,4 %, CVS) au troisième trimestre, les importations de biens de consommation sont un peu en retrait au quatrième trimestre 2021 (-2,2 %, CVS), à 356 millions de F CFP (données CVS) : les importations des produits de l'édition (-28,8 %) et des produits pharmaceutiques (-16,3 %) sont en effet en baisse sur le trimestre. En revanche, les importations de biens de consommation augmentent fortement en glissement annuel (+50,1 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer sont en hausse sur le trimestre (+15,0 %, CVS) et sur l'année (+33,4 %, CVS), pour s'établir à 122 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont également en hausse sur le trimestre (+17,9 %, CVS) et sur l'année (+62,8 %, CVS), à 65 millions de F CFP (CVS).

Avec 29 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en hausse sur le trimestre (+11,1 %, CVS) et stable sur l'année (+0,0 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en hausse sur le trimestre (+4,2 %, CVS) et sur l'année (+10,2 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation augmente sur le trimestre (+2,3 %) mais diminue sur l'année (-5,9 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages poursuit sa diminution et s'établit à 2,1 % contre 2,3 % au trimestre précédent ; ce taux est inférieur à la moyenne de 2021 (2,6 %) et de 2020 (2,4 %), et surtout est particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

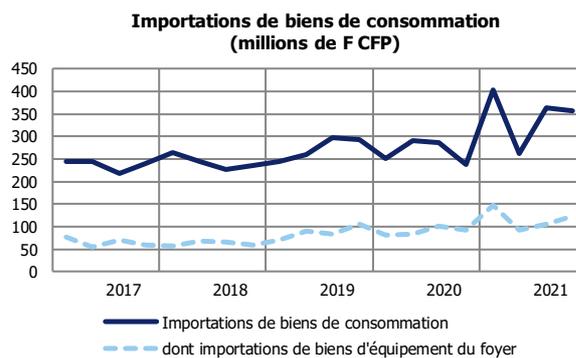
À fin décembre 2021, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue sur le trimestre (-14,3 %) et sur l'année (-11,3 %), passant de 230 à 197 personnes. Le nombre d'incidents de paiement par chèque diminue également en rythme trimestriel (-23,1 %, soit 80 incidents contre 104 au troisième trimestre) ainsi qu'en rythme annuel (-73,5 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est nul, comme lors du trimestre précédent.

Recul de l'investissement des entreprises

Après leur forte hausse du troisième trimestre (+28,6 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en forte baisse au quatrième trimestre (-31,7 %, CVS) et sur l'année (-12,4 %, CVS)². Les importations de biens intermédiaires sont également en baisse par rapport au troisième trimestre (-13,5 %, CVS) mais restent en augmentation sur l'année (+29,9 %, CVS)³.

Avec 31 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires sont en baisse par rapport au troisième trimestre (-36,1 %, données CVS⁴) mais en augmentation sur l'année (+19,1 %, CVS), renforçant la forte hausse des immatriculations en 2021 (155 immatriculations en 2021 contre 95 en 2020, CVS).

L'encours des crédits aux entreprises (1 259 millions de F CFP) est en augmentation sur le trimestre (+6,0 %) et sur l'année (+28,4 %), tiré par les différentes mesures de soutien aux entreprises et notamment les PGE. Les crédits d'exploitation sont en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-1,0 %, à 41 millions de F CFP), mais restent en hausse par rapport à l'année précédente (+103,3 %). Les crédits d'investissement sont en hausse sur le trimestre (+9,9 %) et sur l'année (+45,6 %). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises reste stable par rapport au trimestre précédent, à 0,9 %. Comme au trimestre dernier, il est en baisse en glissement annuel (-1,1 point), constituant le taux le plus faible de ces dernières années (1,3 % en moyenne en 2021, 2,2 % en 2020 et 4,0 % en 2019).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules.

² Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

³ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁴ Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Les importations sont en léger repli mais restent à un niveau élevé

Les importations totales diminuent sur le trimestre (-4,4 %, CVS), mais restent à un niveau très élevé et sont en forte progression sur l'année (+42,3 %, CVS). Elles s'élèvent à 2 206 millions de F CFP (données CVS). Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en augmentation par rapport au troisième trimestre (+9,5 %, soit 637 millions de F CFP contre 581 millions au trimestre précédent, CVS). En revanche, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 265 et 378 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 643 millions de F CFP au quatrième trimestre contre 826 millions au troisième trimestre, soit une baisse de 22 % (CVS)⁵.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en hausse de 7,5 % sur le trimestre, à 387 millions de F CFP (CVS), un niveau également en forte augmentation par rapport à celui du quatrième trimestre 2020 (+42,7 %)⁶. Même si elles sont stables en rythme trimestriel (-0,1 %, CVS), les taxes intérieures sur la consommation (alcool, tabac, hydrocarbures) se maintiennent à un niveau élevé, avec une augmentation de 22,7 % en rythme annuel (données CVS).

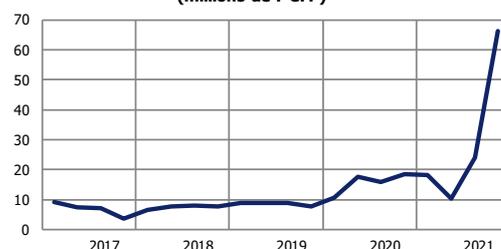
Situation favorable pour les principaux secteurs d'activité hormis le trafic aérien

Le secteur du BTP en très forte croissance

Après le fort rebond du troisième trimestre, les importations de ciment enregistrent une progression exponentielle, en rythme trimestriel (+176,9 %, CVS) comme en rythme annuel (+256,8 %, CVS). Ces importations s'élèvent à 66,2 millions de F CFP (CVS), contre 23,9 millions de F CFP (CVS) au trimestre précédent, et 15,7 millions de F CFP en moyenne sur l'année 2020 (CVS). Un tel niveau n'a jamais été atteint depuis le début de la collecte de ces données en 2007. En fin de troisième trimestre, les effectifs salariés sont également en forte hausse (+33,3 % à fin septembre par rapport à fin juin) pour s'établir à 100 employés.

Cette forte croissance s'explique par le démarrage, et notamment l'approvisionnement, des projets du plan de relance (construction d'une cité administrative à Futuna, extension des bâtiments de la circonscription d'Uvéa...).

Importations de ciment (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

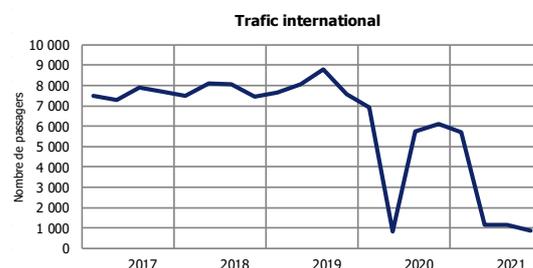
Une activité commerciale mitigée

Après l'expansion du troisième trimestre, le secteur du commerce est dans une situation plus mitigée. Les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement sont en augmentation (respectivement +9,5 %, +15,0 % et +17,9 %, CVS). Pour les entreprises en revanche, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement sont en baisse (respectivement -13,5 % et -31,7 %, CVS).

Un trafic aérien toujours en deçà

Si les vols internes ont pu reprendre sans restriction en juin, les vols internationaux restent très limités, avec un vol par semaine vers la Nouvelle-Calédonie. Les vols passagers vers Wallis (suspendus début septembre avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie) ont pu reprendre le 18 novembre, avec la nécessité d'un motif impérieux et d'un confinement strict à l'hôtel.

Le trafic international est en forte baisse au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre (-23,7 %, CVS), et surtout sur l'année (-85,6 %, CVS), avec 875 passagers⁷. Quant au trafic intérieur, il est également en baisse sur le trimestre (-9,0 %, CVS) et sur l'année (-31,4 %). Le trafic aérien global s'élève ainsi à 3 177 passagers au quatrième trimestre, soit une nette diminution en rythme annuel (-66,4 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

⁵ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁶ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

⁷ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

La conjoncture régionale et internationale

LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES ONT ETE REVUES A LA BAISSSE

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 5,9 % en 2021, soit un niveau conforme à ce qui avait été anticipé en octobre. En revanche, les prévisions pour 2022 ont été nettement révisées à la baisse (-0,5 point) suite à la propagation rapide d'un nouveau variant de la Covid-19 et à une inflation plus élevée et plus généralisée que prévu. Sur l'année, le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 4,4 %.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a retrouvé de la vigueur au quatrième trimestre 2021, s'élevant à 1,7% en rythme trimestriel, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. La reconstitution des stocks des entreprises au cours de la période a largement contribué à cette évolution. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB a crû de 5,6 % selon le FMI. L'institution anticipe une progression de 4,0 % en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. L'abandon probable du plan de relance budgétaire, le retrait anticipé des mesures d'accompagnement monétaire et la persistance de pénuries d'approvisionnement sont autant de facteurs qui ont contribué à cette révision.

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après une progression de 2,3 % au troisième trimestre. Le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à 7,0 % à fin décembre contre 8,2 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation atteint 5,0 % à fin décembre, poussé par la hausse des prix de l'énergie. Une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée depuis la création d'Eurostat en 1997. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 5,2 % selon le FMI. Elle pourrait s'élever à 3,9 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux dernières estimations.

La France a vu son PIB croître de 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+3,1 %). Les échanges extérieurs, toujours en phase de rattrapage, progressent plus vite que la demande intérieure : les importations et les exportations augmentent respectivement de 3,6 % et de 3,2 % tandis que les dépenses de consommation des ménages enregistrent une hausse de 0,4 %, sensiblement identique à celle de l'investissement (+0,5 %). La Banque de France estime que la croissance du PIB a atteint 6,7 % en 2021 et qu'elle pourrait s'établir à 3,6 % en 2022.

Au Japon, le PIB a retrouvé une dynamique positive. Après un recul de 3,7 % au troisième trimestre, le PIB a ainsi enregistré un accroissement de 1,7 % sur le dernier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a progressé de 1,7 %. Il devrait croître de 3,3 % en 2022 selon les estimations du FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 6,5 % en 2021 avec d'importantes disparités entre les pays : l'Inde et la Chine ont vu leur PIB progresser de respectivement 9,0 % et 8,1 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie ont enregistré une hausse moins marquée (respectivement +4,7 % et +4,5 %). En 2022, le FMI prévoit une progression du PIB de 4,8 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 février 2022.

UNE REPRISE FRAGILE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 4^e trimestre, le rebond des pays de la **zone Asie-Pacifique** est fragilisé par les tensions inflationnistes (et les craintes de resserrement monétaire associées), et l'arrivée du variant Omicron (confinement aux Tonga, Zhejiang et Xi'an en Chine).

La croissance **chinoise** progresse de 8,1 % sur l'année 2021 (le taux le plus élevé depuis 10 ans), grâce notamment à des exportations dynamiques. Même si la production industrielle a rebondi en fin d'année (+4,3 % en glissement annuel au mois de décembre), l'économie montre des signes de ralentissement (la croissance du PIB au 4^e trimestre s'établit à +4 % en rythme annuel) avec une demande interne moins robuste, une crise immobilière qui s'aggrave, et des perturbations dans le transport maritime et dans certaines zones de production touchées par le variant Omicron (certaines ayant été confinées). Des mesures d'assouplissement monétaire sont attendues en 2022.

L'**Indonésie** voit la croissance de son économie accélérer en fin d'année 2021 (+5 % au 4^e trimestre en glissement annuel, contre 3,5% au trimestre précédent). Les taux directeurs sont restés inchangés (à 3,5 %). La hausse du cours des matières premières favorise les exportations et l'excédent commercial. Toutefois, les perspectives sont impactées par une interdiction temporaire d'exportation de charbon (du fait d'un besoin interne), la montée de l'inflation et l'arrivée du variant Omicron.

L'économie **australienne** reste bien orientée, avec notamment une croissance de l'emploi et une baisse du taux de chômage (à 4,2 % en décembre). Les pressions sur les prix s'accroissent (+1,3 % en glissement trimestriel) mais la banque centrale maintient ses taux directeurs inchangés. Le pays rouvre ses frontières progressivement (fin février avec la Nouvelle-Calédonie).

La **Nouvelle-Zélande** adoucit progressivement ses restrictions sanitaires (80 % de la population est vaccinée). Son économie est en surchauffe et les pressions inflationnistes se font plus prégnantes (1,4 % en glissement trimestriel). Le taux de chômage est de nouveau en baisse (à 3,2 % en glissement trimestriel). Dans ce contexte, la Reserve Bank of New Zealand a augmenté ses taux directeurs à 0,75 % (+0,25) en novembre.

L'économie **japonaise** enregistre un rebond de sa croissance de 1,3 % en glissement trimestriel au 4^e trimestre, après une contraction de 0,8 % au trimestre précédent. Dans un contexte de ralentissement de l'épidémie, ce redressement est tiré par une bonne meilleure orientation de l'investissement, des exportations et, plus significativement, de la consommation des ménages (+2,7 %). Face à une inflation toujours faible, la banque centrale japonaise maintient son taux directeur à -0,1 %.

Aux **îles Fidji**, l'inflation annuelle en décembre 2021 est de 3%, poussée par la hausse des prix de carburants et des matières premières, ainsi que des problèmes d'approvisionnement et des catastrophes naturelles. La Reserve Bank of Fiji prévoit un emballement de l'inflation au trimestre prochain, notamment sur les prix des fruits et légumes locaux, la récolte ayant été affectée par les inondations provoquées par le cyclone Cody.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Bank Indonesia, Direction générale du Trésor